



Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance



Banque Islamique de Développement

**PROGRAMME D'ALPHABETISATION  
ET D'APPRENTISSAGE DE METIERS  
POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE  
(PALAM/BID/SEN)**



**RAPPORT ANNUEL**  
**Du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre 2013**

**PAYS** : SENEGAL

**MINISTERE de TUTELLE** : MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE  
ET DE L'ENFANCE

**AGENCE D'EXECUTION** : UNITE DE GESTION DU PROGRAMME (UGP)

**NOM DU PROJET** : PROGRAMME D'ALPHABETISATION ET  
D'APPRENTISSAGE DE METIERS POUR LA LUTTE CONTRE  
LA PAUVRETE

**NUMERO DU PROJET** : PALAM/BID/SEN 110

17 janvier 2014

## **TABLE DES MATIERES**

---

<b>I. CONTACTS</b>	<b>3</b>
<b>II – OBJECTIFS ET LOCALISATION DU PROJET</b>	<b>3</b>
<b>III –DESCRIPTION DES DIFFERENTES COMPOSANTES</b>	<b>4</b>
<b>IV -PLAN DE FINANCEMENT (SUIVANT ACCORD DE FINANCEMENT)</b>	<b>5</b>
<b>V ETAT D’EXECUTION PHYSIQUE</b>	<b>5</b>
<b>VI. ETAT D’EXECUTION FINANCIERE</b>	<b>9</b>
<b>VII. ORGANISATION ET COMPOSITION DE L’UNITE DE GESTION DU PROJET</b>	<b>11</b>
<b>VIII. ETAT DES DECAISSEMENTS</b>	<b>12</b>
<b>IX- RISQUES ET OPPORTUNITES</b>	<b>13</b>
<b>X- ACTIVITES ET DECAISSEMENT PROGRAMMES POUR LE PROCHAIN TRIMESTREET DEFIS 2014ERREUR ! SIGNET NOI</b>	
<b>XI. CONCLUSION</b>	<b>18</b>

## I- CONTACTS

	Nom	Adresse Tel, Fax, Email
Directeur/coordonnateur du Projet	Mme Mbacké Khady Fall Ndiaye	00221 77 537 09 20 <a href="mailto:khadyrassoul@yahoo.fr">khadyrassoul@yahoo.fr</a> <a href="mailto:palamsenegal@gmail.com">palamsenegal@gmail.com</a>
Agence d'exécution	Unité de Gestion du Projet (UGP)	57, Avenue Georges Pompidou Dakar, Sénégal Tél/Fax : 00221 33 8212164
Siège de l'Unité de Gestion du Projet		57, Avenue Georges Pompidou Dakar, Sénégal Tél/Fax : 00221 33 8212164
Site Web		<a href="http://www.palam-bid.sn">www.palam-bid.sn</a>

## II- OBJECTIFS ET LOCALISATION DU PROJET

### 1. Objectif global

L'objectif principal du PALAM est de contribuer à la réduction de la pauvreté au sein des populations rurales et féminines en priorité, par l'accès à une alphabétisation fonctionnelle centrée sur les compétences et par l'accès aux services de micro finance favorisant l'auto développement.

### 2. Objectifs spécifiques

OS1 : L'objectif de la composante 1 est d'assurer l'accès à une éducation de base sur une durée de 3 à 4 ans avec application du programme de l'élémentaire allégé pour la passerelle vers le formel et la formation pré qualifiante, au profit des enfants non scolarisés, déscolarisés et ceux des daaras.

OS2 : L'objectif de la composante 2 est de répondre aux besoins éducatifs des adolescents et jeunes adultes âgés de 16 à 24 ans, en leur assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires à l'exercice d'une activité économique.

OS3 : L'objectif de la composante 3 est d'améliorer les compétences et qualifications des femmes travailleuses âgées de 24 à 49 ans pour les activités économiques qu'elles exercent.

### 3. Localisation

La présente phase du PALAM se déroule dans quinze (15) communautés rurales des régions de Diourbel et Kaffrine, dans 279 villages.

**Tableau de répartition des villages et des bénéficiaires  
par composante et par région**

RÉGION DE KAFFRINE				RÉGION DE DIOURBEL			
C.R. ciblées				C.R. ciblées			
1	Darou Minam	5	Gniby	1	Ngohé	5	Touba Fall
2	Gainthe Pathé	6	Ndioum Gainthe	2	Touba Mboul	6	Thiakhar
3	Lour Escalé	7	Boulel	3	Ndindy	7	Ngogom
4	Dianké Souf	8	Mboss	4	Ngoye		

REGION	NBRE DE VILLAGES	NBRE D'ENFANTS	NBRE DE JEUNES	NBRE DE FEMMES
DIOURBEL	162	4 080	1 230	5 600
KAFFRINE	117	3 920	1 770	4 400
TOTAL	279	8 000	3 000	10 000

### III-DESCRIPTION DES DIFFERENTES COMPOSANTES

Composantes	Description
1. Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9 à 15 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>8000 enfants de 9-15 ans déscolarisés précoces ou non scolarisés dont 65% de filles fréquentent une école communautaire de base (ECB) d'ici 2014 ;</li> </ul>
2. Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes	<ul style="list-style-type: none"> <li>3000 jeunes et adultes âgés de 16 à 24 ans ont renforcé leurs compétences techniques et professionnelles;</li> </ul>
3. Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses	<ul style="list-style-type: none"> <li>10000 femmes travailleuses analphabètes âgées de 24 à 49 ans ont amélioré leurs compétences techniques et leurs revenus ;</li> </ul>
4. Dispositif de Micro finance pour l'appui à l'auto emploi	<ul style="list-style-type: none"> <li>60% des jeunes, adultes et 50 % des femmes en activité formés ont accès à la micro finance suivant les principes de la charia ;</li> </ul>
5. Gestion et suivi du programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>La gestion et le monitoring du programme sont assurés par une équipe d'experts.</li> </ul>

#### IV-PLAN DE FINANCEMENT (SUIVANT ACCORD DE FINANCEMENT)

##### PLAN DE FINANCEMENT (en millions de dollars US)

Composante	IDB	Gouv	Co financiers	TOTAL
1. Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9 à 15 ans	3,68	0,91	-	4,59
2. Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes	1,49	0,41	-	1,90
3. Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses	2,22	0,49	-	2,71
4. Dispositif de Micro finance pour l'appui à l'auto emploi	3,04	0,05	-	3,09
5. Gestion et suivi du programme	0,92	0,84	-	1,76
Imprévus (5% des composantes sauf la composante 4)	0,40	0,10	-	0,5
<b>TOTAL</b>	<b>11,75</b>	<b>2,80</b>	<b>-</b>	<b>14,55</b>

**Commentaires:** Donner la situation actuelle du plan de financement (préciser si différent du plan initial), de la mobilisation du financement, de la mobilisation des fonds de contrepartie, des conditions et termes du cofinancement, de la levée des conditions préalables au premier décaissement, à la mise en vigueur etc.

R.A.S

**V- ETAT D'EXECUTION PHYSIQUE**

Activités	Date de début		Date de fin		Taux d'exécution physique	Analyse des écarts
	PI	Re <sup>2</sup>	PI	Re		
<b>Composante 1 : Accès à l'éducation de 8 000 enfants déscolarisés, non scolarisés et ceux des Daaras, âgés de 9 à 15 ans dont 65% de filles» et alphabétisation de 3000 jeunes et de 10000 femmes travailleuses</b>						
<b>Construction des ECB (infrastructures disponibles)</b>	<b>2/01/13</b>	14 / 07 / 13	<b>24 / 09 / 12</b>	En cours	90 %	Les travaux de construction se poursuivent malgré le non respect des contrats par certains entrepreneurs
<b>Equipement des ECB</b>	20/ 01 / 13	20/ 01 / 13	15 / 11 / 13	En cours	90%	La livraison se poursuit
<b>Formation initiale des 85 volontaires et 17 superviseurs</b>	22/09/12	06/11/12	<b>19 / 02 / 13</b>	<b>28 / 03 / 13</b>	100%	Formation de <b>85 volontaires et 17 superviseurs</b> de la 2ème génération d'opérateurs en alphabétisation au CRFPE de Kaolack
<b>Formation initiale des 207 facilitateurs et des 17 superviseurs</b>	<b>19 / 02 / 13</b>	9 / 03 / 13	<b>28 / 03 / 13</b>	30 / 3 / 13	<b>100%</b>	<b>Tous les 17 opérateurs en Alphabétisation de la deuxième génération ont effectués la formation initiale de leur personnel de terrain</b> <b>Le décaissement tardif des fonds</b>

								<b>alloués aux opérateurs a retardé la formation des facilitateurs et superviseurs</b>	
<b>Formation continue des volontaires et des superviseurs</b>						23 /12/ 13		0%	En raison des préparatifs et l'organisation de la conférence internationale des VOLIP / PAYS n'ont pas permis la réalisation des sessions de recyclage et de remédiation des volontaires et superviseurs programmé au premier trimestre 2014
<b>Former les 8000 enfants dans les 200 ECB et alphabétiser les 10 000 femmes travailleuses et les 3 000 adolescents et jeunes adultes</b>						30 /12 / 13		95%	38 opérateurs du PALAM ont réellement démarré dans les deux régions (Kaffrine et Diourbel) soit 5918 Apprenants dans les ECB les opérateurs ASEDUC /B& C/jj et MSJFED n'ont pas encore démarré leurs activités
<b>Suivi - évaluation des activités</b>						1er /12/ 13		70%	La supervision du niveau local par les plates formes n'a pas faite par insuffisance des moyens alloués par la l'Etat du Sénégal <b>Pour la Supervision du niveau central, la stratégie d'une</b>

									supervision générale des activités a été adoptée incluant l'UGP, les centres de responsabilité et les plateformes a été retenue pour se rendre compte l'évolution de la mise en œuvre du Programme faute de ressources insuffisantes
<b>TAUX MOYEN</b>									<b>68,87%</b>
<b>Composante 2 : Formation qualifiante de 3 000 adolescents et jeunes adultes analphabètes et déscolarisés, âgés de 16 à 24 ans</b>									
<b>Renforcement des ateliers sélectionnés en ateliers</b>									Les équipements été réceptionnés. La Remise officielle est prévu dans la deuxième semaine du mois de janvier 2013
<b>Formation des apprenants (es) en atelier et en centres de ressources</b>	14 /01 /13	31/12/12	27/12/2013	31/12/13	72%				Au total 2184 jeunes ont été formés dans les ateliers. L'absence de centres ressources au niveau local a retardé la formation théorique d'où le recours à des Unités mobiles de formation en 2014
<b>Certification des compétences apprenants(es)</b>	23 /04/13		04/10/2013		0%				A la suite des concertations menées avec les acteurs sur la VAE, il a été proposé le report des



								sessions de certification (Kaffrine/Diourbel) VAE/PALAM afin de permettre aux apprenants de renforcer davantage leurs acquis
Formation en Alpha de 1725 jeunes apprenants dans régions de Kaffrine et de Diourbel	15/05/12	31/12/12	14/01/13	31/12/2013	68,5%			Les activités d'alphabetisation se déroulent normalement selon un système de cohorte
Suivi - évaluation des activités	1er/01/13	30/12/13	1er /12/ 13	05/12/13				La supervision du <b>niveau local</b> par les plates formes n'a pas faite par insuffisance des moyens alloués par la l'Etat du Sénégal <b>Pour la Supervision du niveau central</b> , la stratégie d'une supervision générale des activités a été adoptée incluant l'UGP, les centres de responsabilité et les plateformes a été retenue pour se rendre compte l'évolution de la mise en œuvre du Programme faute de ressources insuffisantes
Suivi - évaluation des activités	1er/01/13	30/12/13	1er /12/ 13	05/12/13	70%			La supervision du <b>niveau local</b> par les plates formes n'a pas faite par insuffisance des moyens alloués par la l'Etat du Sénégal

										<p><b>Pour la Supervision du niveau central,</b> la stratégie d'une supervision générale des activités a été adoptée incluant l'UGP, les centres de responsabilité et les plateformes a été retenue pour se rendre compte l'évolution de la mise en œuvre du Programme faute de ressources insuffisantes</p>	
<b>TAUX MOYEN</b>										<b>61,08%</b>	
<b>Composante 3 : Alphabétisation fonctionnelle de 10 000 femmes travailleuses âgées de 24 à 49 ans</b>											
<b>Acquisition des facilités (équipement et autres)</b>	<b>30/06/2013</b>	<b>27/12/2013</b>	<b>28/10/2013</b>	<b>En cours</b>	<b>30%</b>	Les besoins en équipements d'allègement et autres des femmes sont en cours d'identification					
<b>Formation technique des femmes travailleuses</b>	<b>15 /05 /12</b>	<b>27/12/2013</b>	<b>15 /05 /12</b>	<b>En cours</b>	<b>70%</b>	Les activités de formation sont terminées pour la plupart et se poursuivent pour d'autres. A cette date, toutes les formations ont normalement débuté. Certaines cohortes n'ont pas encore suivi une formation technique					
<b>Alphabétisation fonctionnelle des femmes</b>	<b>15 /05 /12</b>	<b>31/12/12</b>	<b>14 /01 /13</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>70%</b>	L'ensemble des premières cohortes a pratiquement bouclé les sessions dans les CAF. Aussi, la plupart des cohortes 2 ont démarré les					



entreprises en gestion par les opérateurs techniques									en GERME 1
Financement des microprojets	01/07/13			31/12/13	-			50%	La soumission des demandes de financement aux SFD suit sont cours et les premiers financements sont programme en fin janvier 2014
<b>TAUX MOYEN</b>								<b>25,47%</b>	
<b>Composante 5 : Gestion et suivi du programme</b>									
Fonctionnement UGP	01/01/2013	31/12/2013	01/01/2013	31/12/2013					
Organisation des communautés de base, réunions et ateliers	01/01/2013	31/12/2013	01/01/2013	31/12/2013					
<b>Audits</b>	<b>01/01/2013</b>	<b>31/12/2013</b>							
Revue à mi-parcours	01/01/2013	31/12/2013							
<b>Suivi des activités</b>	<b>01/01/2013</b>	<b>01/01/2013</b>	<b>31/12/2013</b>					70%	
<b>TAUX MOYEN</b>								<b>80,76%</b>	
<b>TAUX GLOBAL MOYEN</b>								<b>62,48%</b>	

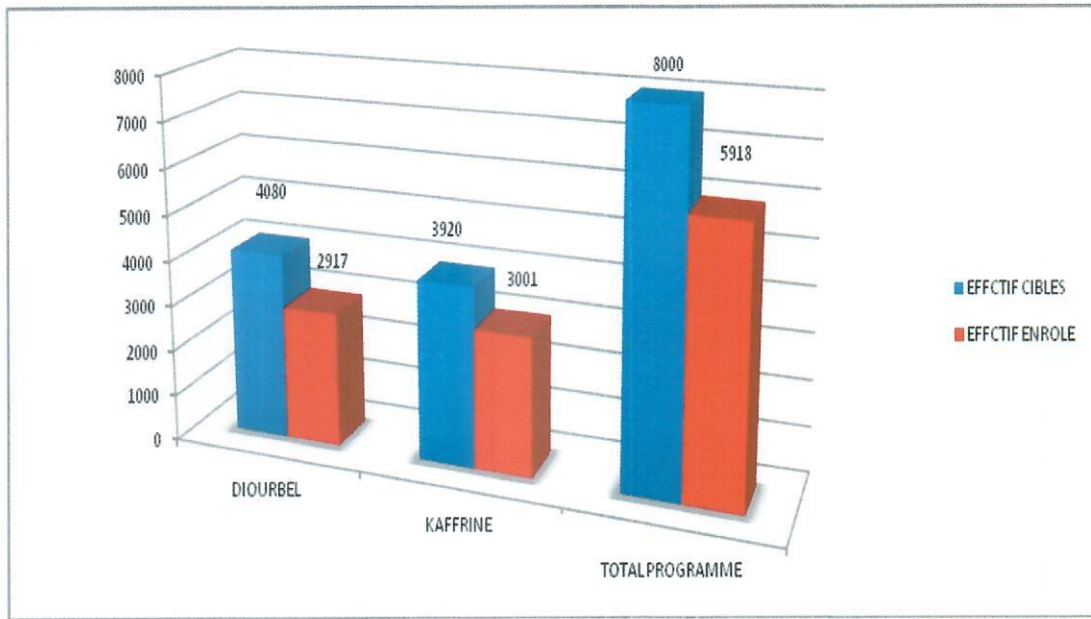
**DONNER UN COMMENTAIRE SUR LE TAUX D'EXECUTION DU PROJET, LES ACTIVITES REALISEES DURANT L'ANNEE, LES PROBLEMES SURVENUS QUI ONT IMPACTE LES DELAIS, LISTER LES RISQUES POTENTIELS.**

Les activités majeures qui se sont déroulées au cours de l'année 2013 se déclinent comme suit:

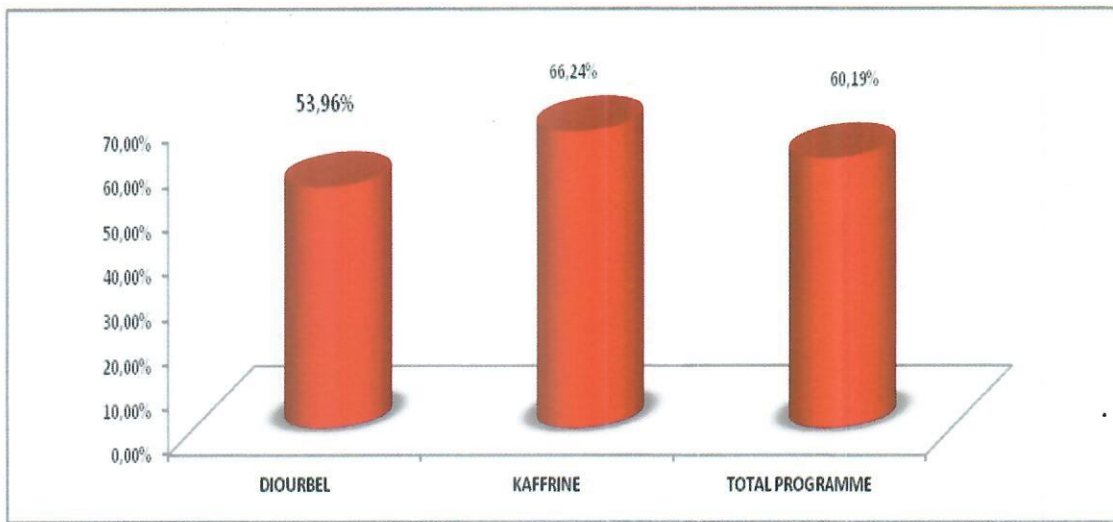
1. Atelier de renforcement des capacités en intermédiation sociale des APDC à Kaffrine (29, 30, 31 janvier 2013, et à Diourbel (04, 05, 06 et 07 février 2013);
2. Mission d'échanges et de familiarisation du PALAM MAURITANIE au SENEGAL du 10 au 15 Février 2013;
3. Mission d'échanges et de familiarisation du PALAM TCHAD au SENEGAL du 20 au 28 février 2013;
4. Formation de 85 volontaires et 17 superviseurs de la 2ème génération d'opérateurs en alphabétisation au CRFPE de Kaolack du 19 Février au 30 Mars 2013;
5. Tenue de la quatrième session du Comité de Pilotage le 30 Avril 2013;
6. Atelier de renforcement des capacités des opérateurs techniques et SFD partenaires du PALAM sur les modalités pratiques de démarrage des financements islamiques des microprojets organisé à Diourbel les 03 et 04 Mai 2013;
7. Mission conjointe de supervision générale des activités du PALAM / UGP et Centres de responsabilité (respectivement du 21 au 25 Juin 2013 et du 02 au 06 Juillet 2013) ;
8. Ateliers régionaux de partage et de restitution des conclusions du Comité de Pilotage 2013 organisés par l'UGP avec tous les acteurs à Diourbel (le 25 Juin 2013) et à Kaffrine (le 06 Juillet 2013) ;
9. Mission Express de Contrôle de démarrage des Activités de l'opérateur en Alphabétisation "ASEDUC / B & C / JJ" les 18 et 19 Juillet 2013;
10. Ateliers d'Information sur la Finance Islamique des Bénéficiaires dans les Régions de Diourbel et Kaffrine du 19 au 24 Août 2013;
11. Rencontre de partage avec les acteurs porteurs de dynamique communautaire (relais) dans les régions de Diourbel et de Kaffrine. à Diourbel (le 25 Juin 2013) et à Kaffrine (le 06 Juillet 2013);
12. Conférence Internationale des PALAM/VOLIP sur le thème : « Echanges et partages de bonnes pratiques entre les VOLIP des pays membres de la BID», qui s'est tenue du 1er au 3 octobre 2013, à Dakar;
13. Organisation d'un atelier de Formation de formateurs en Finances Islamiques en 04 au 08 octobre 2013;
14. Mission conjointe de supervision générale des activités par composante (Diourbel : du 26 au 29 Novembre 2013, Kaffrine : du 1er au 05 Décembre 2013).

Les graphiques ci-après déclinent la situation des effectifs par composante selon les cibles.

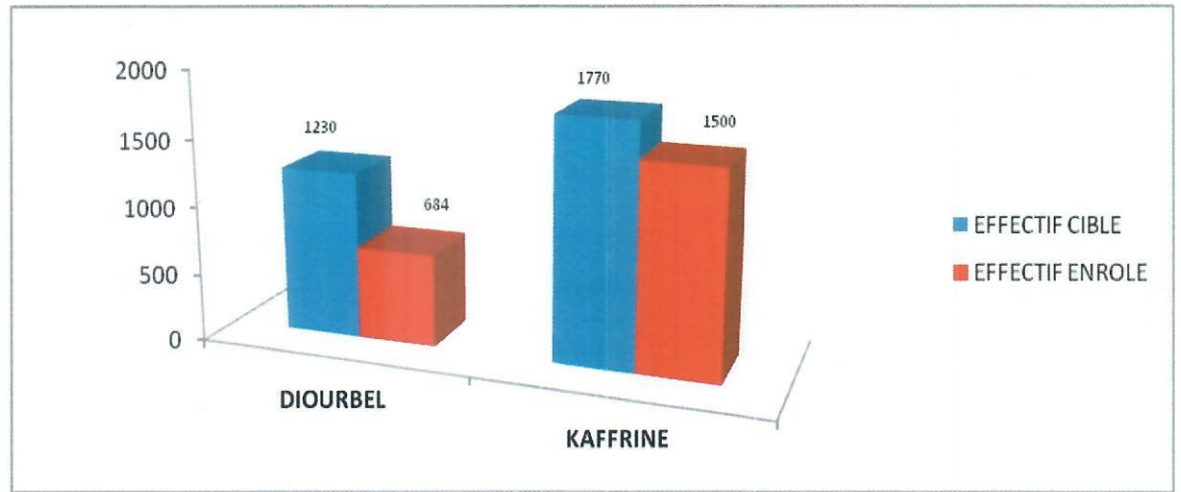
**Graphique 1: Composante 1: Nombre d'Enfants enrôlés dans les ECB par rapport au cible**



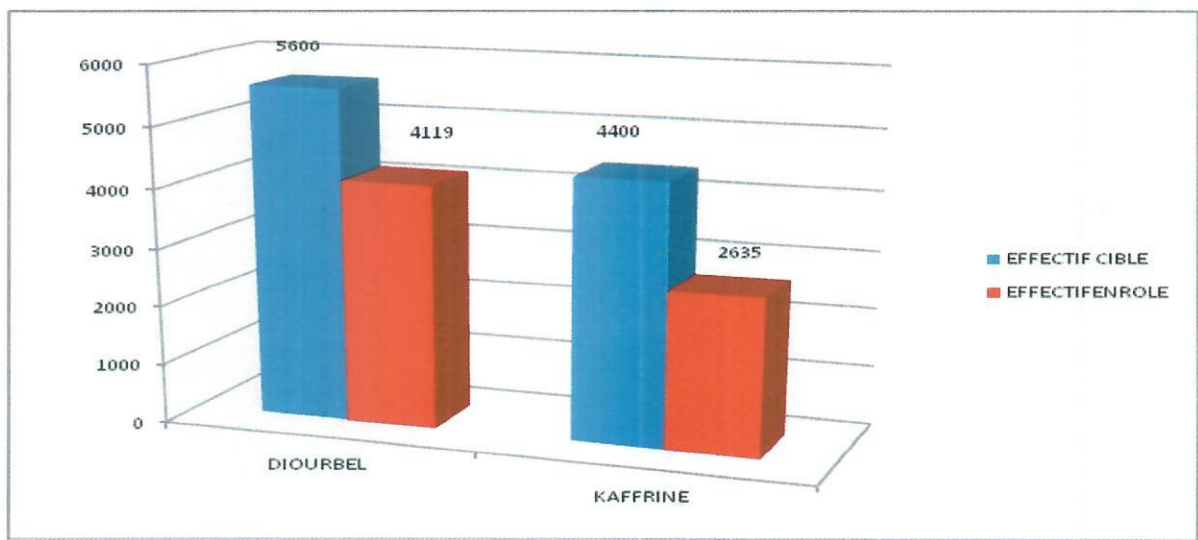
**Graphique 2: Composante 1: Proportion de filles dans les ECB (Indicateur de référence du programme 65% de filles)**



**Graphique 3 : Composante 2 : Nombre de jeunes enrôlés et formés par rapport au cible**



**Graphique 4 : Composante 3 : Nombre de femmes enrôlées et formées par rapport au cible**



### **LES PRINCIPAUX PROBLEMES SURVENUS AU COURANT DE L'ANNEE SONT :**

- les contraintes liées au déroulement comme prévu des constructions et des missions de supervision,
- le non respect des engagements par certains entrepreneurs pour la construction des ECB.
- l'enrôlement tardif des apprenants de la composante 2,
- les lenteurs dans le paiement des opérateurs qui ont pour conséquence de grands retards dans le paiement des salaires des volontaires qui abandonnent les classes.
- l'insuffisance ou l'absence de centres de ressources en zones rurales, voire d'infrastructures sociocommunautaires ;
- le retard enregistré par les opérateurs techniques dans la signature des conventions avec les Centres de ressources pour assurer la formation théorique des apprenants;
- le faible niveau d'équipement des ateliers artisanaux identifiés dans les communautés rurales et villages d'intervention;
- La progression relativement timide des formations en gestion des jeunes et des femmes
- la complexité de la sélection et de l'organisation des jeunes et des femmes en micro entreprises formelles, surtout au sein des villages;
- les formations techniques des jeunes ont porté en priorité sur des métiers dits féminins (Couture/Teinture, Coiffure..) au détriment de métiers supposés dits masculins (Menuiserie Bois, Men. Métallique, Electricité-bâtiment....) plus complexes;
- les conflits socio-culturels inter-villages au sein même de ces communautés de base;
- le niveau élevé de pauvreté de la population ciblée.

### **EN CONSEQUENCE, LES RISQUES POTENTIELS QUI POURRAIENT EN DECOULER SONT LES SUIVANTS :**

- la déperdition des enfants et des jeunes initialement ciblés d'où une grande perte des investissements déjà réalisés,
- la déperdition des volontaires du fait d'autres opportunités d'emplois et le retard dans le paiement de leurs salaires,
- des gaps dans la réalisation des objectifs quantitatifs fixés particulièrement au niveau des enfants,
- les effets d'impacts recherchés risquent d'être affaiblis à cause des délais d'exécution effective réduits,
- absence de période de consolidation et de pérennisation des acquis.

### **COMPARER LE TAUX D'EXECUTION PHYSIQUE (62,48%) AU TAUX DE DECAISSEMENT GLOBAL (63,13%).**

Les taux reflètent la réalité de l'exécution du programme, au 31 Décembre 2013.

### **LES LEÇONS QUI POURRAIENT DECOULER DE CETTE SITUATION SE DECLINENT COMME SUIVANT.**

- Renforcer la campagne de mobilisation et de sensibilisation pour relever les effectifs dans les ECB et stabiliser le choix des villages;



- Pour une meilleure prise en compte des enfants des daaras dans les ECB, réaliser une étude sur la problématique de cette question dès le début du programme;
  - Renforcer la synergie d'actions entre opérateurs des trois composantes au sein d'une même communauté rurale notamment dans les cadres de concertation.
  - Donner une part importante dans l'information et la sensibilisation en Finance Islamique en faveur de tous les acteurs en développant un programme soutenu de formation en la matière des acteurs d'exécution (Opérateurs techniques, SFD et autres acteurs concernés);
    - Mener une réflexion approfondie sur la constitution des micro-entreprises, afin d'éviter des frustrations au sein des cibles de même village;
    - Veiller à la combinaison obligatoire des différents éléments du tryptique à savoir "Formation Technique et Professionnelle- Alphabétisation fonctionnelle - Microfinance Islamique"

## VI-ETAT D'EXECUTION FINANCIERE

Composante	Budget	Engagé	Réalisé	Pourcentage(R/B)
<b>Composante 1</b>				
- Construction des ECB (BID)	504 000 000	302 860 039	302 860 039	60,09%
- Construction des ECB (BCI 2011)	182 000 000	177 651 166	177 651 166	97,61%
- Construction des ECB (BCI 2012)	182 000 000	169 919 940	169 919 940	93,36%
- Equipement des ECB (BID)	84 000 000	73 800 000	73 800 000	87,85%
- Equipement des ECB (BCI)	56 000 000	55 035 200	55 035 200	98,28%
- Formation des volontaires (Cf. PTA 2012)	60 000 000	41 051 000	41 051 000	68,42%
<b>Composante 2</b>				
- Identification des bénéficiaires	12 000 000	17 641 620	17 641 620	147,01%
- Elaboration des curricula	96 000 000	91 216 000	91 216 000	95,02%

<b>Composante 3</b>				
- Lot1 : Identification des bénéficiaires	13 000 000	16 901 120	16 901 120	130%
<b>Composante 4</b>				
- Renforcement des capacités des acteurs en Finance Islamique	50 000 000	49 173 738	49 173 738	98,35%
- Acquisition d'Expert en Suivi Evaluation	10 000 000	5 710 000	5 710 000	57,1%
- Sélection des SFD	5 000 000	2 750 000	2 750 000	55%
<b>Composante 5</b>				
- Voyage d'études	14 000 000	15 447 700	15 447 700	110,34%
- Séminaire sur les approches	45 000 000	47 444 029	47 444 029	105,43%
- Salaires (BID)	294 000 000	230 182 860	230 182 860	78,29%
- Salaires (BCI)	85 000 000	62 717 500	62 717 500	73,78%
- Suivi des activités	15 000 000	15 000 000	15 000 000	100%
<b>TOTAL</b>				<b>63,13%</b>

**COMMENTAIRES : DONNER LES EXPLICATIONS SUR LES DEPASSEMENTS DE COUTS, LES ECONOMIES EFFECTUEES, ACTIONS POUR COUVRIR LES SURCOUTS. IDENTIFIER LES RISQUES DE DEPASSEMENT A CE STADE ET PROPOSER DES ACTIONS DE MITIGATION**

Au 31 décembre 2013, l'UGP a connu quelques dépassements mais également obtenu des économies sur certaines activités réalisées :

- Sur le marché « Etude du milieu » : économie de 27 484 500 F CFA.
- Sur le marché « Constructions salles de classes ECB » : il faut noter deux rubriques à savoir : le contrat de marché pour un montant de 457 981 142 F CFA et le suivi et contrôle des chantiers par les partenaires locaux et la DCS (Direction des Constructions Scolaires) pour un montant de 42 000 000 ; le budget global prévu à cet effet étant de 504 000 000 FCFA, on constate une économie de 4 018 858 F CFA.
- Sur le marché « Equipement des salles de classes ECB » : économie de 10 457 627 F CFA qui est utilisé pour l'acheminement du matériel des communautés rurales aux villages abritant les ECB.

Ce qui fait un total d'économie de 31 503 358 F CFA.

## **VII- ORGANISATION ET COMPOSITION DE L'UNITE DE GESTION DU PROGRAMME**

**(Voir l'organigramme en annexe)**

Après la mise en vigueur du, le 09 Juin 2009, il a été créé par arrêté ministériel N° 07839 du 14 Août 2009, est administré par une Unité de Gestion du Programme (UGP), basée à Dakar, au 57, Avenue Georges Pompidou, les locaux ont été mis à disposition par l'Etat du Sénégal. L'UGP s'appuie sur les trois centres de responsabilité que sont la Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales, la Direction de l'Apprentissage et la Direction de l'Entreprenariat Féminin au niveau national et, sur la plate forme de l'Initiative Nationale pour la Protection Sociale, au niveau régional.

L'UGP est composée :

- d'une Directrice,
- d'un Expert Gestionnaire,
- d'un Expert en Education / Formation,
- d'une personne ressource (fonctionnaire détaché au programme) en charge du Développement Communautaire
- d'un Expert en Micro Finance,
- d'un personnel d'appui composé de secrétaires, d'une comptable matière et de chauffeurs. Par ailleurs, les services de gardiennage et d'entretien des locaux de l'UGP sont assurés respectivement par deux sociétés.

L'UGP est appuyée par :

✓ **un Comité de pilotage**, créé par arrêté ministériel **N°10779 du 23 Novembre 2009** : il est composé de plusieurs ministères, d'associations de femmes, de jeunes et de la société civile, ce comité présidé par Madame le Ministre se réunit une fois par semestre en vue de délibérer sur les plans de travail annuels, préparés par l'équipe du projet ;

✓ **un Comité d'appui technique** composé en plus des directions centres de responsabilité, d'autres directions et services nationaux impliqués de par leur mission régaliennne dans la mise en œuvre du PALAM. Il se réunit trimestriellement et chaque fois que de besoin pour échanger sur l'état d'exécution technique du programme ;

✓ **la Plateforme Nationale pour la Protection Sociale (INPS)** : elle réunit l'ensemble des acteurs au niveau de chaque région, les collectivités locales, les services techniques déconcentrés et les autorités administratives. Elle assure le suivi quotidien du programme dans toutes ces composantes, sous la direction du Service Régional du Développement Communautaire avec l'appui des Acteurs Porteurs de Développement Communautaires ou APDC.

Comme susmentionné, en plus de ces organes, les centres de responsabilité assurent l'exécution de leurs composantes respectives, sous la supervision et la coordination de l'UGP.

### VIII- ETAT DES DECAISEMENTS

Composante	Montant du contrat	Cout estimé F CFA	Montant total décaissé		Observations
			BID	GOUV	
<b>Composante : Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9-15ans</b>					
Sélection des opérateurs en alphabétisation	0	10 100 000	17 030 000	0	Prévision sélection complémentaire (coût processus pris en compte)
Construction des ECB (fonds BID et BCI)	457 981 142	504 000 000 BID	302 860 039	0	Travaux en cours
	-	182 000 000 BCI 2011	0	177 651 166	
		182 000 000 BCI 2012	0	169 919 940	Travaux en cours
Equipements des ECB (fonds BID et BCI)	-	84 000 000 BID	73 800 000		Livraison en cours
	55 035 200	56 000 000 BCI	0	55 035 200	Livraison en cours
<b>Composante : Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes</b>					
Rédaction des Curricula	58 500 000	96 000 000	91 216 000	0	Réalisée
<b>Composante : Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses</b>					
Identification des bénéficiaires	-	13 000 000	16 901 120	0	Réalisé
<b>Composante : Dispositif de micro finance pour l'appui à l'auto emploi</b>					

Finalisation et validation de la stratégie de la composante	-	3 000 000	0	0	Réalisée
Sélection des SFD	2 750 000	5 000 000	2 750 000	0	Réalisée
Appui en équipements aux partenaires et SFD sélectionnés	45 665 000	70 000 000	45 665 000	0	Réalisée
Renforcement des capacités de l'UGP et des partenaires institutionnels en finance islamique	-	50 000 000	49 173 738	0	En cours
<b>Composante : Gestion et suivi du projet</b>					
Voyages	-	14 000 000	15 447 700	0	Réalisé
Séminaire sur les approches	-	45 000 000	47 444 029	0	Réalisé
Suivi des activités	-	15 000 000	0	15 000 000	Réalisé

**Commentaires: Donner les détails des décaissements en suspens, les dates des requêtes, les montants etc....**

**Aucun décaissement n'est en suspens à la fin au 31 Décembre 2013.**

## **IX- RISQUES ET OPPORTUNITES**

**Lister dans cette section toutes les opportunités qui pourraient être saisies pour améliorer la mise en œuvre du projet, son impact et sa consistance.**

- Les rencontres de partage et de mise à niveau organisées par l'UGP sont à noter comme un atout favorisant l'appropriation et la capitalisation des acquis.
- Les réunions de concertation, de partage et d'harmonisation avec les opérateurs en alphabétisation, techniques, collectivités locales et autres acteurs par communauté rurale / département ou par région.
- L'existence au niveau régional d'une plateforme technique regroupant autour de l'autorité administrative, les différents services techniques, les collectivités locales, et autres partenaires est un atout très important qui favorise la responsabilité, l'appropriation, la capitalisation des acquis et la pérennisation des activités et surtout un meilleur suivi de proximité des activités.
- L'existence des outils de suivi et de supervision pour accompagner le déroulement des activités de formation
  - La réussite de la formation par alternance « ateliers et centres de ressources »
  - L'utilisation des experts formateurs qui avaient en charge le renforcement des capacités des facilitateurs techniques pour évaluer la formation des femmes travailleuses et comme superviseurs pour la mise en place des micros entreprises.
- Le risque majeur est la non maîtrise du processus et des priorités de décaissement des ressources du BCI allouées au PALAM.
- La non fonctionnalité du système actuel de paiement des opérateurs qui retarde la progression de l'exécution des activités programmées et surtout de malentendu entre les opérateurs et leur personnel de terrain.

**Lister tous les risques potentiels qui pourraient affecter les délais, la qualité, le coût, les bénéfices attendus du projet.**

- Le démarrage tardif et à plusieurs vitesses des enseignements – apprentissages du programme surtout pour les ECB,
- Le retard dans le paiement des salaires des personnels de terrain des opérateurs en alphabétisation, dû aux lourdeurs des procédures de la BID (paiement direct),
- L'inexistence et/ou la non concordance dès le début, entre le programme alpha et la formation technique des jeunes et des femmes due en grande partie aux délais assez longs des procédures d'acquisition et de décaissement,
- Le retard du démarrage effectif des formations des jeunes risque d'allonger le programme en termes de délai et de coût,
- Le retard dans la mise en place de l'appui en équipements au niveau des ateliers artisanaux,

- La précarité voire l'inexistence des espaces de formation en milieu rural, de surcroit d'implantation des micro-entreprises des bénéficiaires,
- Le retard qu'accuse la mise à disposition des facilités pour les femmes pourrait affecter la performance des femmes dans la formation et leur engagement dans la gestion des micro entreprises mises en place en leur faveur

### **Lister tous les problèmes auxquels fait face le programme et les solutions pour y remédier**

- Les lenteurs des procédures de la BID et de la DCMP affectent considérablement le respect du Plan de travail : nous recommandons une concertation entre la BID et l'Etat du Sénégal pour trouver un consensus dans la gestion concertée des dossiers d'acquisition afin de raccourcir les délais de traitement des dossiers
- Le non respect des dates de réception des infrastructures dans les délais impartis par les entrepreneurs: nous recommandons ainsi que l'application de pénalités à l'endroit des entrepreneurs retardataires, mais aussi et surtout une concertation entre partenaires (Etat/BID) sur la problématique de la résiliation des contrats, de par sa complexité.
- Le niveau d'instruction très bas de certains Maîtres d'Apprentissage constitue un frein pour la formation des jeunes. Procéder à l'alphabétisation fonctionnelle et renforcer les capacités des Maîtres d'Apprentissage
- La quasi inexistence des centres ressources pour la prise en charge de formations théoriques dans les deux régions ; recourir à une « formation mobile » (utilisation d'une unité mobile de formation ou déplacer un formateur compétent), pour la formation complémentaire des apprentis
- le retard dans l'identification des besoins en formation des MA sélectionnés par les opérateurs techniques au niveau de Kaffrine sans laquelle les activités de renforcement ne peuvent démarrer



- La non stabilisation de la liste définitive des facilités qui ne peuvent prendre en compte, au vu du montant alloué, certains besoins réels des femmes tels que les points d'eau ou autres équipements lourds: il est nécessaire d'effectuer une mission de terrain pour déterminer définitivement les besoins et, par rapport aux ressources disponibles, procéder à l'arbitrage pour au moins débiter le processus d'acquisition qui prend du temps.

- L'importance de la synergie d'actions entre différents centres de responsabilité de ministères techniques participe du renforcement des capacités des institutions publiques dans leurs missions régaliennes, pour aider les populations les plus vulnérables à sortir de la pauvreté ; par conséquent leur disponibilité constante pendant la phase d'exécution est vivement recherchée.

- Le manque d'expérience des SFD, par rapport aux produits de la Finance Islamique proposés par PALAM, peut ralentir les effets attendus de leurs interventions en faveur des cibles.

- L'intégration des produits de la Finance islamique dans le Système d'Information et de Gestion des SFD sélectionnés est plus que nécessaire.

#### **Préciser les leçons qui pourraient être retenues pour d'autres projets.**

- Le caractère décentralisé du programme permet d'assurer une implication effective des structures locales, en particulier des services déconcentrés dans la mise en œuvre des activités et un suivi de proximité. La responsabilisation des autorités et des collectivités locales dans les zones d'intervention du programme facilite les concertations communautaires et assure une bonne gestion du programme.

- La construction et l'équipement des infrastructures sociocommunautaires du non formel sont salutaires et méritent d'être pérennisés dans d'autres programmes.

- Le recours à un cadre local de concertation, de partage et d'harmonisation des interventions, particulièrement des opérateurs d'exécution.

- La responsabilisation dans la mise en œuvre du programme, d'autres Directions techniques dont les missions sont en phase avec les objectifs visés, est d'un grand apport pour l'impact recherché, mais aussi la durabilité des investissements.

- L'implication des Acteurs Porteurs de Dynamique Communautaire (APDC) comme relais à la base, devrait être systématisée et renforcée.

- La construction des infrastructures (Ecoles Communautaires de Base) doit être confiée à un maître d'ouvrage délégué contrôlé par un bureau d'études afin de garantir la qualité et le respect des délais

- Le renforcement de l'équipe de l'Unité de Gestion du Programme par le recrutement d'un spécialiste en passation des marchés et en suivi-évaluation au vu de l'envergure de ce programme

- Pour un programme pilote assez novateur quant à l'utilisation de la finance islamique comme mode de financement, il est nécessaire de:

- revoir les objectifs quantitatifs à la baisse,
- tenir compte dans la formulation du projet, de la budgétisation de l'intégration des produits de la finance islamique, dans le SIG des SFD,
- revoir les objectifs quantitatifs des micros entreprises à la baisse, dans une phase pilote qui constitue un test

## X- ACTIVITES PROGRAMMEES POUR LE PROCHAIN TRIMESTRE ET DEFIS POUR 2014

(1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2014)

Extrants	Activités	Tâches	Date de début	Date de fin
<b>Composante 1</b>				
Les constructions sont réceptionnées	Finalisation des constructions des 30 / BCI 2011		01/ 01 / 14	01/03 / 14
	Finalisation des Constructions de 30 ECB / BCI 2012			
Les équipements des ECB sont livrés et réceptionnés	Equipements des ECB		01/ 01 / 14	01/03 / 14
Les 8 000 enfants âgés de 9- 15 ans fréquentent les 200 ECB	Les 8 000 enfants âgés de 9-15 ans fréquentent les 200 ECB	Former les 8000 enfants dans les 200 ECB	01/ 01 / 14	30 /12 / 14
Les 10 000 Femmes travailleuses les 3000 Jeunes adultes sont alphabétisés	Alphabétisation fonctionnelle de 10 000 Femmes travailleuses les 3000 Jeunes adultes sont alphabétisés		01/ 01 / 14	30/12/ 13
Les activités de la composante sont suivies et évaluées et les points forts et les points à améliorer sont maîtrisés.	Suivi – évaluation des activités	Suivi – supervision du niveau local	01/ 01 / 14	31 /12 /14
		Contrôle du suivi déconcentré	01/ 01 / 14	31 /12 /14
<b>Composante 2</b>				
Les maitres d'apprentissages sont formés	Formation des maitres d'apprentissages dans les Centres de ressources		10/02/2014	10/04/14
Appui aux ateliers des artisans sélectionnés	Renforcement en équipements des ateliers sélectionnés		20/01/14	22/01/2014
Formation technique des jeunes en atelier et en centres de ressources	Formation des 1452 apprenants (es) en atelier et en centres de ressources		01 /01 /14	31/12/2014
Les 3000 jeunes apprenants sont alphabétisés	Alphabétisation de 1275 jeunes apprenants(es)		01 /01 /14	31/12/2014
<b>Composante 3</b>				
10 000 femmes sont formées	Formation technique des femmes travailleuses		01 /01 /14	31/12/2014
10000 femmes sont	Alphabétisation fonctionnelle des femmes		01 /01 /14	31/12/2014

<b>alphabétisées</b>				
<b>Les activités de suivi évaluation réalisées</b>	Suivi évaluation	01 /01 /14	31/12/2014	
	Supervision des formations	01 /01 /14	31/12/2014	
<b>Composante 4</b>				
<b>Les formations des acteurs et des bénéficiaires sont réalisées</b>	Renforcement des capacités de l'UGP et des Partenaires institutionnels en finance islamique	Information et sensibilisation des bénéficiaires sur le mode de financement islamique	01 / 12 /2013	30/12/2014
		Assister les SFD dans les premiers financements	01 / 12 /2013	30/12/2014
		Organiser les jeunes et les femmes en micros entreprises	01 / 12 /2013	30/12/2014
<b>Les bénéficiaires sont encadrés</b>	Encadrement technique des bénéficiaires par les opérateurs techniques	Identifier et formuler les micros projets des jeunes et des femmes	01/10/13	<b>31/12/13</b>
		Soumettre les demandes de financement aux SFD	01 / 12 /2013	30/12/2014
		Former les jeunes et les femmes en gestion de projets et de crédit	01 / 12 /2013	30/12/2014
<b>La formation en gestion des jeunes et des femmes est assurée</b>	Formation des Micros entreprises en gestion			
<b>Les bénéficiaires sont financés</b>	Financement des microprojets	20/01/2014	<b>31/12/14</b>	
<b>Le suivi des activités de la composante Micro finance est assuré</b>	Suivi des activités de la composante micro finance	01 / 12 /2013	30/12/2014	
<b>Composante 5</b>				
<b>Fonctionnement UGP</b>	Fonctionnement (salaires, cotisations sociales et fiscales, assurance maladie, carburant et autres indemnités, etc.....)	01 /01 /14	31/12/2014	
<b>Organisation des communautés de base, réunions et ateliers</b>	Organisation des communautés de bases, réunions et ateliers	01 /01 /14	31/12/2014	
<b>Revue à Mi-parcours</b>	Tenue de la Revue à Mi-parcours	Mars/2014	Mars/2014	
<b>Suivi des activités</b>	Honoraires et Commissions	01 /01 /14	31/12/2014	
	Communication	01 /01 /14	31/12/2014	
	Suivi des activités	01 /01 /14	31/12/2014	

## DEFIS POUR 2014

---

- Enrôlement des **2082** enfants restants dans les classes ECB
- Formation technique et alphabétisation fonctionnelle des **816** jeunes restants
- Formation technique et alphabétisation fonctionnelle des **3246** femmes travailleuses restantes,
- Financement d'au moins **300** micros entreprises de jeunes et de femmes formés,
- Extension du PALAM dans d'autres régions du pays

## XI-CONCLUSION

Aujourd'hui, il convient de souligner que le PALAM, qui s'inscrit dans une démarche novatrice, a gagné en expériences.

Des leçons ont été tirées au cours de l'année 2013 qui a marqué l'an 1 de la phase de mise en œuvre du PALAM.

Des résultats satisfaisants obtenus dans le cadre de la mise en œuvre des activités (voir tableau ci-après) en dépit des contraintes soulignées dans le présent rapport notamment les retards constatés dans les décaissements des opérateurs impactant ainsi sur la régularité du personnel de terrain et par ce biais sur nos indicateurs cibles (voir tableaux récapitulatif ci-après).

Au stade actuel:

- une bonne partie des enfants ont été déjà enrôlés dans les ECB construites et équipées ;
- le récapitulatif de la formation technique des jeunes laisse entrevoir des résultats significative en 2014 avec notamment le démarrage des activités des superviseurs-évaluateurs et la formation des apprentis en Centres de ressources. En outre l'Appui en Equipements des Ateliers prévue au courant du mois de janvier 2014 permettra sans nul doute de valoriser davantage l'expertise locale et de lutter contre le chômage des jeunes et l'exode rural
- la formation (technique et en gestion) des femmes travailleuses s'est accélérée au cours de cette année, une bonne partie des effectifs cibles ont été formés. Le processus de mise en place des GIE et de dépôt des premières requêtes auprès des SFD suit son cours. Les premiers financements sont programmés au courant du mois de janvier 2014.

Au total, l'essentiel des activités prévues dans le PTA ont été réalisées au cours de l'année 2013.

Cette dernière a été marquée par la matérialisation de la forte implication de l'ensemble des acteurs dans la mise du programme. Cette matérialisation a été largement saluée respectivement par les Délégations des PALAM de Mauritanie et du TCHAD au cours de mission de familiarisation et de partages d'expériences au mois de février 2013.

L'activité majeure de l'année 2013 a été sans nul doute la tenue, à Dakar de la Conférence Internationale des PALAM/VOLIP sur le thème : « Echanges et partages de bonnes pratiques entre les VOLIP des pays membres de la BID », du 1er au 3 octobre 2013, à Dakar.

Outre le Sénégal, ont pris part à cette Conférence les responsables des PALAM / VOLIP des pays suivants :

- La Côte d'Ivoire
- Le Maroc
- La Mauritanie
- Le Niger
- Le Tadjikistan
- Le Tchad
- La Banque Islamique de Développement (BID) était représentée par :
- Le Chef de Division Education du Département du Développement Humain (à Djeddah)
- Le Task Manager des PALAM / VOLIP (à Djeddah)
- Le Directeur du Bureau Régional de la BID à Dakar et son équipe.

L'objectif général de la conférence est de s'accorder sur une stratégie consensuelle de lutte contre la pauvreté en adéquation avec les principes d'éthique, de solidarité et de développement endogène du potentiel humain, promus par l'islam.

La cérémonie d'ouverture s'est tenue à l'Hôtel King Fahd Palace et s'est déroulée en présence du Docteur Anta SARR, Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance qui en a assuré la présidence, en présence du Docteur Abderrahmane BEDDI, Chef de Division du Département du Développement Humain (à Djeddah) et de Monsieur Sidy Mouhamed Ould TALEB, Directeur du Bureau Régional de la BID à Dakar.

La Conférence a travaillé et pris des décisions sur une grande variété de questions majeures et des recommandations fortes ont été formulées :

- la mise en place d'un Réseau des PALAM/VOLIP qui sera un organe de partage et d'échanges visant à impulser et à accompagner les initiatives de lutte contre la pauvreté,
- la mise en place d'un Secrétariat Permanent à Dakar (Sénégal) et la tenue régulière et tournante de la Conférence annuelle d'échanges et de partages des PALAM/VOLIP,
- la participation active du Réseau des PALAM/VOLIP/BID aux Assemblée Annuelles de la BID, avec l'appui de la Banque,
- le Soutien par les Etats et les Partenaires Techniques et Financiers au programme-type PALAM/VOLIP,
- l'institutionnalisation des Ecoles Communautaires de Base ou des structures Educatives similaires comme instrument de prise en charge des enfants déscolarisés et non scolarisés,
- la promotion de l'approche du faire-faire en tant qu'instrument efficace de mise en œuvre du PALAM/VOLIP,
- la vulgarisation du tryptique (formation technique et professionnelle-alphabétisation fonctionnelle-micro finance islamique) comme stratégie de rétention durable de l'alphabétisation et d'autonomisation socio-économique des jeunes et des femmes,
- une meilleure prise en compte du suivi-évaluation dans la conception des PALAM/VOLIP et la mobilisation de ressources conséquentes notamment pour le suivi des activités de proximité,

- la prise en compte dans la mise en place de l'Unité Gestion du Programme de la mobilisation d'une expertise en Développement Communautaire et en Suivi-évaluation, en Passation de marchés.

Au regard des résolutions fortes issues de Cette Conférence Internationale et des leçons tirées de la mise en œuvre du PALAM1 et déclinés dans le rapport, l'extension du PALAM dans d'autres régions du Sénégal constitue le défis majeur en 2014.

**PLANNING DES ACTIVITES PRIORITAIRES  
PREMIER TRIMESTRE 2014**

N°	ACTIVITES	DATES / PERIODES/ ECHEANCES	RESPONSABLES
1.	Situation sur l'état d'exécution des activités de chaque agent selon ses TDRs	Vendredi 03 Janvier 2014	▪ UGP
2.	Réunion avec les Points focaux des centres de Responsabilités	Lundi 06 Janvier 2014 à 15 heures à l'UGP	▪ UGP ▪ Centres de Responsabilité
3.	Réunion avec les Directeurs, Centres de Responsabilités des Composantes	Mercredi 08 Janvier 2014 à 15 heures à l'UGP	▪ UGP ▪ Centres de Responsabilité
4.	Transmission des rapports sectoriels (TRIM4/2013; Annuel 2013, Comité de Pilotage 2014) à l'UGP	Vendredi 10 janvier 2014	▪ UGP ▪ Centres de Responsabilité
5.	Consolidation des Rapports sectoriels TRIM4/2013; Annuel 2013, Comité de Pilotage 2014)	Mercredi 15 janvier 2014	▪ UGP
6.	Réunion avec les opérateurs techniques à l'UGP	Mardi 21 janvier 2014 à 10h à l'UGP	▪ UGP ▪ DA ▪ DOEF ▪ Opérateurs techniques
7.	Réunion avec les opérateurs en alphabétisation à l'UGP	Mercredi 22 janvier 2014 à 10h à l'UGP	▪ UGP ▪ DALN ▪ Opérateurs alpha
8.	Atelier de Préparation du Comité de Pilotage 2014	Du 27 au 30 Janvier 2014	▪ UGP ▪ Centres de Responsabilité ▪ Opérateurs Techniques ▪ Opérateurs en Alphabétisation
9.	Visite de terrain de Madame le Ministre ▪ Remise des équipements aux MA ▪ Lancement des premiers financements des Groupements de femmes ▪ Inauguration des ECB	<u>Diourbel</u> : du 18 au 19 février 2014 <u>Kaffrine</u> : du 25 au 26 février 2014	▪ UGP ▪ Centres de Responsabilité ▪ Plateformes Régionales ▪ Opérateurs Techniques ▪ Opérateurs en Alphabétisation
10.	Tenue de la Cinquième Session du Comité de Pilotage	Deuxième Semaine Mars 2014	▪ Comité de Pilotage ▪ UGP ▪ Centres de Responsabilité



**ANNEXES1: TABLEAU RECAPITULATIF DES EFFECTIFS DANS LES ECB  
PAR COMMUNAUTE RURALE  
(Au 31 Décembre 2013)**

REGION/CR	Cibles	ENFANTS ENROLES	Filles	Garçons	POURC ENROLE	POURC FILLE
<b>DIOURBEL</b>	<b>4080</b>	<b>2917</b>	<b>1574</b>	<b>1353</b>	<b>71,50%</b>	<b>53,96%</b>
NDINDI	680	450	277	173	66,18%	61,56%
NGOGOM	480	368	227	151	76,67%	61,68%
NGOHE	480	384	179	205	80,00%	46,61%
NGOYE	760	615	314	301	80,92%	51,06%
THIAKHAR	720	310	167	153	43,06%	53,87%
TOUBA FALL	440	384	225	149	87,27%	58,59%
TOUBA MBOUL	520	406	185	221	78,08%	45,57%
<b>KAFFRINE</b>	<b>3920</b>	<b>3001</b>	<b>1988</b>	<b>1004</b>	<b>76,56%</b>	<b>66,24%</b>
BOULEL	640	391	238	143	61,09%	60,87%
DAROU MINAM	640	350	256	94	54,69%	73,14%
DIANKE SOUF	640	581	374	207	90,78%	64,37%
GNIBI	280	175	111	64	62,50%	63,43%
LOUR ESCALE	520	452	342	115	86,92%	75,66%
MBOSS	200	178	117	61	89,00%	65,73%
NDIOUM GAINTH	520	479	247	232	92,12%	51,57%
NGAINTHE PATHE	480	395	303	88	82,29%	76,71%
<b>Total général</b>	<b>8000</b>	<b>5918</b>	<b>3562</b>	<b>2357</b>	<b>73,98%</b>	<b>60,19%</b>

**ANNEXES2:TABLEAU RECAPITULATIF DES FORMATIONS  
TECHNIQUES DES JEUNES PAR REGION ET PAR COMMUNAUTE  
RURALE  
(au 31 Décembre 2013)**

REGION/CR	CIBLE	JEUNES FORMEES	EXECUTION PHYSIQUE EN %
<b>DIOURBEL</b>	<b>1230</b>	<b>684</b>	<b>55,61%</b>
NDINDI	120	74	61,67%
NGOGOM	150	62	41,33%
NGOHE	165	93	56,36%
NGOYE	285	160	56,14%
THIAKHAR	240	77	32,08%
TOUBA FALL	150	98	65,33%
TOUBA MBOUL	120	120	100,00%
<b>KAFFRINE</b>	<b>1770</b>	<b>1500</b>	<b>84,75%</b>
BOULEL	300	281	93,67%
DAROU MINAM	255	238	93,33%
DIANKE SOUF	300	218	72,67%
GNIBI	285	148	51,93%
LOUR ESCALE	180	180	100,00%
MBOSS	105	105	100,00%
NDIOUM GAINTH	180	180	100,00%
NGAINTHE PATHE	165	150	90,91%
<b>Total général</b>	<b>3000</b>	<b>2184</b>	<b>72,80%</b>

**METIER DE FORMATION DES JEUNES**

- Menuiserie métallique;
- Menuiserie Bois,
- Mécanique Auto,
- Pépinière,
- Embouche,
- Coiffure,
- Couture;
- Teinture;
- Transformation de produits locaux.

**ANNEXES3: TABLEAU RECAPITULATIF DES FORMATIONS  
TECHNIQUES DES FEMMES PAR REGION ET PAR COMMUNAUTE  
RURALE**

REGION/CR	CIBLE	FEMMES FORMEES	EXECUTION PHYSIQUE EN %	EFFECTIF FORME EN GERME
<b>DIOURBEL</b>	<b>5600</b>	<b>4119</b>	<b>73,55%</b>	<b>2060</b>
NDINDI	650	606	93,23%	303
NGOGOM	875	839	95,89%	420
NGOHE	875	355	40,57%	178
NGOYE	1200	1079	89,92%	540
THIAKHAR	775	276	35,61%	138
TOUBA FALL	450	164	36,44%	82
TOUBA MBOUL	775	800	103,23%	400
<b>KAFFRINE</b>	<b>4400</b>	<b>2635</b>	<b>59,89%</b>	<b>1129</b>
BOULEL	1125	450	40,00%	113
DAROU MINAM	575	426	74,09%	213
DIANKE SOUF	525	350	66,67%	88
GNIBI	400	215	53,75%	54
LOUR ESCALE	600	250	41,67%	63
MBOSS	225	218	96,89%	109
NDIOUM GAINTH	525	314	59,81%	79
NGAINTHE PATHE	425	412	96,94%	412
<b>Total général</b>	<b>10000</b>	<b>6754</b>	<b>67,54%</b>	<b>3188</b>

**ACTIVITES DE FORMATION DES FEMMES**

- Transformation des produits arachidières,
- Transformation de produits céréaliers,
- Savonnerie,
- Maraichage,
- Embouche,
- Teinture,
- Coiffure.

# ANNEXES

---

Annexe 1 : ETAT DE L'ENSEMBLE DES ACQUISITIONS DES BIENS ET SERVICES

Annexe 2 : LISTE DES CONTRATS

Annexe 3 : ETAT DE L'ENSEMBLE DES DECAISSEMENTS

Annexe 4 : PHOTOS SUR LES REALISATIONS DES BENEFICIAIRES SUR LE TERRAIN

Annexes 5: LETTRE DE MONSIEUR DAOUDA MALLE DIRECTEUR DU DEPARTEMENT HUMAIN DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT A DJEDDAH SUITE A LA CONFERENCE INTERNATIONALE DES PALAM/VOLIP A DAKAR

Description	D. envoi DAO	Date d'envoi Liste restreinte	date non objection DAO	Date non objection Liste restreinte	date lancement consultation ou Appel d'offres	date remise des offres	date ouverture des plis	date de transmission rapport d'évaluation technique	Date approbation rapport d'évaluation technique	Date transmission évaluation financier et Technique	date de transmission Projet de contrat	date approbation projet de contrat	date signature contrat	date d'approbation du contrat signé	Montant du Marché
Services															
Etude du milieu	02/10/09	02/10/09	21/10/09	21/10/09	02/11/09	02/12/09	05/01/10	05/02/10	24/04/10	29/04/10	02/05/10	05/05/10	18/06/10	15/06/10	44 515 500
Recrutement d'un expert en finance Islamique	26/02/2011	26/02/2011	05/02/2011	05/02/2011	26/03/11	26/04/11	26/04/11	20/05/2011	20/05/2011	20/05/2011	08/06/11	08/07/11	08/06/11	15/07/11	20 600 000
Recrutement d'un expert en Suivi Evaluation	03/12/2010	03/12/2010	05/02/2011	05/02/2011	05/03/11	05/04/11	05/04/11	06/05/2011	06/05/2011	06/05/2011	12/07/11	12/07/11	12/07/11	12/08/11	5 710 000
Recrutement des opérateurs alpha	2 Fév 2011	07/01/2011	01/04/2011	01/04/2011	29/04/2011	03/06/2011	03/06/2011	10/07/2011	10/07/2011	10/07/2011	17/12/2011	20/12/2011	27/12/2011	27/12/2011	1 740 000 000
Recrutement des opérateurs techniques (composante 2)	2 Fév 2011	07/01/2011	01/04/2011	01/04/2011	29/04/2011	03/06/2011	03/06/2011	10/07/2011	10/07/2011	10/07/2011	17/12/2011	20/12/2011	27/12/2011	27/12/2011	435 752 175
Recrutement des opérateurs techniques (composante 3)	2 Fév 2011	07/01/2011	01/04/2011	01/04/2011	29/04/2011	03/06/2011	03/06/2011	10/07/2011	10/07/2011	10/07/2011	17/12/2011	20/12/2011	27/12/2011	27/12/2011	849 969 412
Recrutement consultant pour les curricula	2 Fév 2011	02/02/11	01/04/2011	01/04/2011	06/04/2011	06/05/2011	06/05/2011	04/07/2011	01/08/2011	04/07/2011	25/07/2011	27/06/2011	04/07/2011	01/08/2011	58 500 000
Audit	4 Déc 2009	04/12/09	15 Fév 2010	15/02/10	05/04/10	05/05/10	05/05/10	18 MAI 2010	18/05/10	8 Déc 2010	08/12/10	27/12/10	27/12/10	20/01/11	32 000 000
Works															

Construction salles de classes (sur Fonds BID pour 84 classes)	08/06/10	08/06/10	01/07/10 DCMP 20/07/10 BID	29/07/2010	27/08/2010	27/08/2010	09/06/11	09/06/11	09/05/11	04/07/10	01/07/10 DCMP 20/07/10 BID	01/07/10 DCMP 20/07/10 BID	08/10/10 DCMP 01/10/10 BID	13/10/10	13/10/10	22/10/10	27/12/10	31 déc 2010	18/03/11 DCMP 22/01/11 BID	487 981 142
Construction salles de classes (sur BCI 2011 pour 30 classes)	26/04/11	26/04/11	28/04/11	09/05/11	09/06/11	09/06/11	09/06/11	09/06/11	09/05/11	04/07/10	28/04/11	08/08/11	25/11/2011	25/11/2011	28/10/2011	03/11/2011	09/11/2011	09/11/2011	177 651 166	
Acquisition véhicules	16/06/10	16/06/10	29/06/10	04/07/10	04/08/10	04/08/10	04/08/10	04/08/10	04/07/10	29/06/10	29/06/10	26/08/10	08/09/10	08/09/10	21/09/10	15/10/10	21/10/10	10/11/10	70 000 000	
Appui équipements aux SFD	08/12/11	08/12/11	15/12/11	18/01/12	17/02/12	17/02/12	17/02/12	17/02/12	18/01/12	15/12/11	23/03/12	23/03/12	06/04/12	23/03/12	31/05/12	31/08/12	31/05/12	31 AOUT 2012	45 665 000	
Equipements salles de classes (pour 200 classes)	28/07/10	28/07/10	27/09/10	12/10/10	12/11/10	12/11/10	12/11/10	12/11/10	12/10/10	27/09/10	08/04/11	08/04/11	16/05/11	08/04/11	28/10/2011	03/11/2011	09/11/2011	09/11/2011	28 577 573	
Manuel de procédures	DRP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 000 000	
Acquisition mobiliers et équipements de bureau et informatique	DRP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25 000 000	

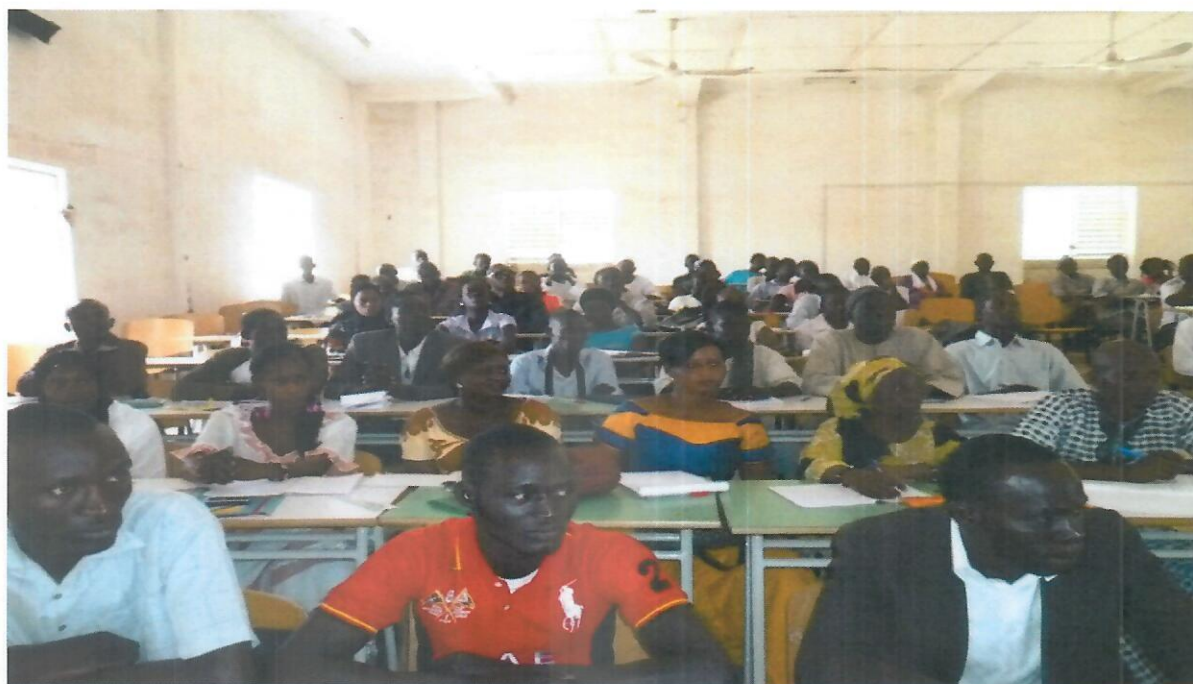
## Annexe 2 : LISTE DES CONTRATS

Contrat	Bénéficiaire	Montant en F CFA	Durée	OS démarrage
REDACTION CURRICULA	MAMADOU MOUSTAPHA FALL	58 500 000	60 JOURS	Mission terminée
CONSTRUCTIONS	- GMB - GMB - IMPACT Entreprise - GIE EPA - SET 2000	229 499 674 177 651 166 137 046 463 91 435 005 169 919 940	180 JOURS 120 JOURS 180 JOURS 180 JOURS 120 JOURS	Exécution en cours
DIAGNOSTIC SFD	DJIBRIL DIOP	2 750 000	15 JOURS	MISSION EXECUTEE
FINANCE ISLAMIQUE	AHMED OULD HOUEBIB	20 600 000	60 JOURS	Mission exécutée
SUIVI EVALUATION	CABINET MSA	5 710 000	60 JOURS	MISSION EN COURS
AUDIT	CABINET MAX CONSULTING GROUP	32 000 000	DUREE DU PROJET	MISSIONS 2010, 2011 et 2012 EXECUTEES
VEHICULES	SERA	55 200 000 14 800 000		LIVRES
MANUEL DE PROCEDURES	CABINET MAX CONSULTING	6 000 000	60 JOURS	MANUEL DISPONIBLE
ETUDE DU MILIEU	CABINET MSA	44 515 500	180 JOURS	MISSION EXECUTEE
EQUIPEMENT ECB	- GMB - ENTRASE	73 542 373 55 035 200	60 JOURS	EXECUTION EN COURS
EQUIPEMENT DES SFD	- DABAKH OFFICE - COSEF - ENTRASE	17 716 520 24 549 900 11 618 280	30 JOURS	REALISEE
RECRUTEMENT DES OPERATEURS	- OPERATEURS ALPHA C1 - OPERATEURS TEHNIQUES C2 - OPERATEURS TECHNIQUES C3	1 722 045 338 435 752 175 849 969 412	DUREE DU PROGRAMME	EN COURS
MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES DE LA COMPOSANTE 2 (FACILITES ET ALLEGEMENTS)	- DISMAT - DISMAT - ECTC	25 356 881 42 798 603 32 552 336	60 JOURS	PROCESSUS EN COURS

**Annexe 3 : ETAT DE L'ENSEMBLE DES DECAISSEMENTS DE L ANNEE**

No	Bénéficiaire	No.DRF	Date	Numéro du contrat	Date envoi à BID	Date de règlement	Montant	Etat (Payé/non payé)
01	REALIMENTATI ON DU COMPTE SPECIAL	103	12/11/13	SE 110	12/11/13	13/12/201 3	250 000 000	P





**Formation des volontaires et superviseurs des  
Ecoles Communautaires de Base de la deuxième génération  
du 19 Février au 30 Mars 2013.  
Vue de la Salle**



**Visite de familiarisation et d'échanges d'expériences du PALAM Mauritanie au Sénégal (du 10 au 15 février 2013): Visite de terrain**

**visite exposition teinture réalisé par les femmes de  
NDIATAACK**

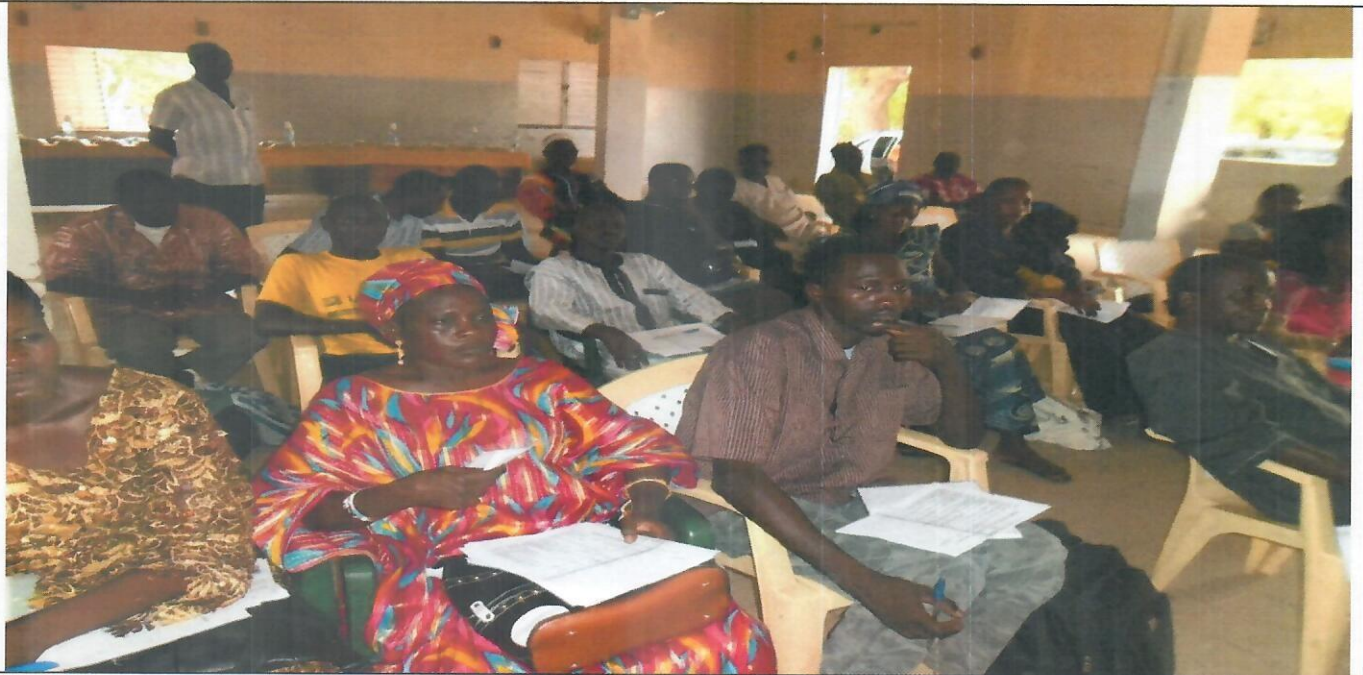
**Visite de l'exposition de savon réalisé par les  
femmes de MBOBENE**



**Visite de familiarisation et d'échanges d'expériences du PALAM Tchad au Sénégal  
(du 20 au 28 février 2013)**

**Visite d'une ECB à Nghoss (Diourbel)**

**Rencontre avec les partenaires du PALAM  
Sénégal**



**Rencontre avec les Acteurs Porteurs de dynamique Communautaire  
de la région de Kaffrine.  
Vue de la Salle**



**Mission de supervision Générale des activités à Diourbel du 21 au 25  
juin 2013  
Visite de la formation en alphabétisation des femmes  
du village de Ndindy**



**Cérémonie d'ouverture officielle de la Conférence Internationale des VOLIP. De gauche à Droite: Docteur Anta SARR, Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, Monsieur Sidy Mouhamed Ould TALEB, Directeur du Bureau Régional de la BID à Dakar, Monsieur Babacar Ndiaye, Gouverneur-Adjoint au Développement de la région de Diourbel**



**Cérémonie d'ouverture officielle de la Conférence Internationale des VOLIP. De gauche à Droite: Monsieur Abdel Aziz HABIB (Tchad), Monsieur Youssouf Abdelmanane SALEH, MONSIEUR Hakim KENJAEV (Tadjikistan), Madame Khadija Ndiaye SIDIBE, Monsieur Yao Kouadio SERAPHIN et Monsieur Kouakou KOUAME Benoit (Côte d'ivoire)**



**Monsieur Sidy Mouhamed Ould TALEB**, Directeur du Bureau Régional de la BID à Dakar et **Madame MBACKE Khady Fall Ndiaye**, Directrice du PALAM/Sénégal saluant la réussite de la co-organisation de la Conférence Internationale en présence des représentants de la BID Siège et des PALAM/VOLIP/Pays.



Cérémonie d'ouverture de l'Atelier de Formation de formateurs en Finances Islamiques en 04 au 08 octobre 2013: De gauche à Droite : Monsieur Mohamed Faysal Slama (Responsable Formation IRTI), Monsieur Abdou Faye (Secrétaire Général MFFE), Madame Mbacké Khady Fall Ndiaye (Directrice PALAM) & Monsieur Abdelwahab Cherif (BID Régional)



Atelier de Formation de formateurs en Finances Islamiques en 04 au 08 octobre 2013: Photo de famille

**Annexes 5: LETTRE DE MONSIEUR DAOUA MALLE DIRECTEUR DU DEPARTEMENT  
HUMAIN DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT A DJEDDAH SUITE  
A LA CONFERENCE INTERNATIONALE DES PALAM/VOLIP A DAKAR**

ISLAMIC DEVELOPMENT BANK  
Jeddah, Kingdom of Saudi Arabia  
Human Development Department



البنك الإسلامي للتنمية  
جدة - المملكة العربية السعودية  
إدارة التنمية البشرية

Together We Build A Better Future

معاً نبني مستقبلنا أفضل

**FAX**

Réf. HDE/EDU/1478

Date: 10 OCT 2013

Madame Khady Fall Ndiaye  
Directrice du Programme d'Alphabétisation  
et d'Apprentissage de Métiers pour la  
Lutte contre la Pauvreté (PALAM)  
Dakar /Sénégal  
Email : khadyrassoul@yahoo.fr

Cc: Cabinet de S.E. Madame Dr. Anta Sarr,  
Ministre de la Femme, de l'Enfant  
et de l'Entrepreneuriat Féminin  
Dakar, Sénégal  
Fax. : +(221) 33 822 94 90

Cabinet de S.E. M. le Ministre de  
l'Economie et des Finances  
Dakar, République du Sénégal  
Fax : +(221) 33 822 12 67

Monsieur Sidi Mohamed Ould Taleb,  
Directeur  
Bureau Régional de la BID  
Dakar, République du Sénégal  
Fax: (221) 33 823 36 21  
Email : souldtaleb@idsdb.org

Cc: Division Manager – CTY CD-3

**Objet : Lettre de remerciements et de félicitations pour l'organisation de la Conférence  
Internationale des Programmes d'Alphabétisation et d'Apprentissage de  
Métiers pour la Lutte contre la Pauvreté (PALAM)**

Madame la Directrice,

Au nom de la Banque Islamique de Développement, je voudrais vous féliciter ainsi que votre équipe pour la bonne organisation et la réussite de la Conférence Internationale des PALAM dont les travaux se sont déroulés à Dakar du 01-03 octobre 2013.

La Banque se réjouit des résultats significatifs réalisés par le PALAM du Sénégal qui sert de référence pour les autres programmes similaires dans les pays membres de la BID.

Je voudrais particulièrement relever le bon fonctionnement du dispositif institutionnel du PALAM Sénégal, les outils développés pour la mise en œuvre de ses activités et les progrès très appréciables réalisés dans la mise en œuvre des différentes composantes.

Par ailleurs, la Banque a pris note des étapes futures, notamment la création d'un Réseau des PALAM et d'un Point Focal qui se chargera de la mise en place et la gestion d'un système d'information intégré des différents PALAM ainsi que de l'animation dudit Réseau.

Veuillez recevoir, Madame la Directrice, l'assurance de ma considération distinguée.

Dr. Daouda Malle  
Directeur,  
Département du Développement Humain

281 0453CAK/Delle  
DSENEGAL Fax lettre de remerciement et de félicitation Conférence des PALAM à Dakar 10/10/2013  
A3